

Gaëlle Guéguen-Hallouet
Enseignant-chercheur
Université de Brest
gaelle.gueguen@univ-brest.fr



STATUT

Maître de conférences de droit public - Habilitée à diriger des recherches - hors classe depuis 2016

Chercheur au sein de l'UMR AMURE 6308 Centre de droit et d'économie de la mer (UBO-IFREMER-CNRS),
Institut universitaire européen de la Mer - Université de Brest

TITRES UNIVERSITAIRES ET PARCOURS

Titres universitaires

◇ **Mai 2011 : Habilitation à diriger des recherches** – Université de Brest

Membres du jury :

Madame la professeure Danielle Charles-Le Bihan, Université de Rennes 2

Madame la professeure Annie Cudennec, Université de Brest

Monsieur le professeur Mathieu Doat, Université de Brest

Monsieur le professeur Loïc Grard, Université de Bordeaux IV (Rapporteur)

Monsieur le professeur Christian Laviaille, Université de Toulouse 1 (Rapporteur)

Monsieur le professeur Didier Le Morvan, Université de Brest

◇ **Avril 1999 : Qualification aux fonctions de Maître de conférences des Universités**
Section 02 du Conseil national des universités

◇ **9 Janvier 1999 : Doctorat en droit** avec la mention très honorable et les félicitations du jury à l'unanimité (sans vote) et encouragements à publier en l'état.

Thèse : « L'application du droit communautaire aux ports maritimes. Contribution à l'étude du régime juridique communautaire des activités d'intérêt général », sous la direction du professeur Didier Le Morvan.

Membres du jury :

Monsieur le professeur Michel Bazex, Université de Paris X (Rapporteur)

Monsieur le professeur Jean-Marie Becet, Université de Brest

Monsieur le professeur Patrick Dailler, Université de Paris X (Rapporteur)

Monsieur le professeur Didier Le Morvan, Université de Brest (directeur de thèse)

Monsieur Robert Rezenthel, directive juridique du Port autonome de Dunkerque

Prix des ports français 1999 et Prix Bretagne jeune chercheur 1999, mention spéciale

◇ **1993 : Diplôme d'études approfondies** en droit communautaire, Université de Rennes 1 - mention : Assez bien

◇ **1992** : Maîtrise de droit public mention Bien - Major de promotion à l'Université de Brest

Parcours

- ◇ **Depuis le 1^{er} septembre 2001 : Maître de conférences de droit public**, UFR Droit et Sciences économiques, Université de Brest - Chercheur au sein du CEDEM puis de l'UMR AMURE 6308 - Centre de Droit et d'Economie de la Mer Institut universitaire européen de la Mer depuis 1994
- ◇ **1^{er} septembre 1999** : Maître de conférences de droit public à l'Institut Universitaire Technologique de Quimper, département Gestion des entreprises et des administrations, Université de Brest
- ◇ **1996-1998** : Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche, Université de Brest
- ◇ **1993-1996** : Allocataire de recherche de la Région Bretagne
- ◇ **1993-1996** : Chargée de travaux dirigés, vacataire à l'Université de Brest et en 1993 également à l'Université de Rennes 2.

Candidature antérieure en vue d'un recrutement à un poste de professeur

- ◇ **2015** : Présentation d'un dossier de candidature à une inscription sur la liste de qualification aux fonctions de professeur des universités (rapporteurs : MM. Les Professeurs Cherot et Melleray)
- ◇ **2016** : Candidature à un poste de professeur selon la procédure de l'article 46.3 proposée par l'Université de Brest : Classée première mais non confirmée par le CNU

Activités de Recherche

Mots clés permettant d'identifier l'activité de recherche

Droit de l'Union européenne, droit du marché intérieur, droit public économique, droit de la concurrence, droit de l'énergie, propriété publique, domaine public, gouvernance, intérêt général, service public, action publique, ports et transports maritimes, énergies renouvelables, transition énergétique.

Liste des travaux et publications

◇ *Direction d'ouvrages* : (3)

- **2013** : *Les énergies marines renouvelables, enjeux juridiques et socio-économiques*, Guéguen-Hallouët et Levrel H. (dir.), Pedone, 329 p.
- **2007** : *L'Union européenne et la mer – Vers une politique maritime de l'Union européenne*, Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (dir.), Pedone, 437 p.
- **2003** : *Le juge communautaire et la mer*, Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (dir.), Bruylant, coll. Etudes européennes, 188 p.

◇ *Chapitre d'ouvrages* : (4)

- « Les énergies marines renouvelables – Principaux enjeux juridiques », (avec Nicolas Boillet) chapitre 5 de l'ouvrage *Mers et Océans, volume 6. Gouvernance des mers et des océans*, sous la direction de A. Monaco et P. Prouzet, Iste Editions, 42 p. publié en France en **2015** et au Royaume Uni, ED. Wiley sous le titre *Governance of Seas and Oceans*, « Marine Renewable Energies : Main legal Issues » chapter 5 pp. 159-201.
- « Libéralisation et nouvelle gouvernance : les défis des ports maritimes français, italiens et espagnols » dans Foulquier E. et Lamberts C. (dir.), **2015**. *Gouverner les ports de commerce à l'heure libérale. Regards sur les pays d'Europe du Sud*, CNRS Editions, Paris, 374 p., pp. 37-74.
- « Les énergies marines renouvelable », chapitre 11 pp. 206-228, dans *Energies renouvelables et marché*, sous la direction de Boiteau C. , Bruylant, **2014**.
- « Les ports maritimes français à l'épreuve du droit européen – entre intérêt général e marché » « Los puertos maritimos franceses frente del derecho europeo : entre interes general y mercado », dans Fotinopoulou Bazaruko O. (Dir.), *Gobernanza portuaria*, Euzko Jaurlaritz, **2011**, 204 p., pp. 53-73.

◇ **Communications dans un congrès international avec publications des actes** : (14)

- « Le cadre juridique de l'énergies marées en France Entre singularité et incertitudes », Communication présentée lors du colloque « L'énergie des marées, hier, aujourd'hui, demain », Université de Rennes 1, ENSAB, Rennes 20 juin **2017**.
- « La naissance d'un cadre juridique français spécifique aux énergies renouvelables en mer », communication présentée lors de la journée scientifique organisé par le **GDR CNRS 3763 Energies marines renouvelables, CNRS, Paris, CNRS 24 mai 2017**.
- « The rise of a special framework for Ocean Renewable Energies in France », communication présentée au Colloque international de droit de l'environnement sur "La régulation des usages de la mer - Analyse

juridique comparée Union européenne, France et Chili”, 9 mars **2017**, organisé par le Centro de Derecho Ambiental (CDA) de la Facultad de Derecho de la Universidad de Chile, centro de la Ciencia del Clima y la Resiliencia (CR2) et l’UMR AMURE 6308 Centre de droit et d’économie de la mer, Université de Bretagne Occidentale – Institut Universitaire Européen de la Mer (UBO).

- Activités portuaires et transport maritime à l’épreuve des libertés économiques européennes, communication au colloque de Toulouse « Droit des transports et principes fondamentaux », 31 mars **2016**, publié à la RJCOM (Revue de jurisprudence commerciale), sept/ oct. 2016, n° 5, pp. 543-559.
- « Les nouveaux instruments du droit de la transition énergétique », communication au colloque organisée à Nantes *Penser et mettre en œuvre les transitions écologiques*, 24 et 25 septembre **2015**, publication en cours aux éditions Dalloz, sous la direction de la professeure Van Lang.
- « A comparative analysis of Offshore Renewable Energy law between France and the United Kingdom, Contribution au workshop » on “Ocean Renewable Energy”, MELAW, Dalhousie University, Halifax, 4 Novembre **2014**, publication dans La Revue Ocean Year Book, Chicago, Leiden, Boston, march **2016**, n° 30, pp. 377-416.
- « Les énergies marines renouvelables en mer en droit français - Principaux enjeux juridiques », communication présentée lors du symposium franco-brésilien *Marine Brazil : Building the Marine Science*, nov. 3-8 **2013**, Buzios, Brésil, publiée dans C. Costa De Oliveira (Coord.), *Meio Ambiente Marinho e Direito - Exploração e Investigação na Zona Costeira, na Plataforma Continental e nos Fundos Marinhos*, Jurua Editora, **2015**, 401 p., pp. 237-252.
- « Les ports maritimes et les instruments européens du développement territorial - Illustration des défis de la politique maritime intégrée », communication au colloque de Brest (Novembre **2012**) publiée dans Boillet N (dir.) *L’aménagement du territoire maritime dans le contexte de la politique maritime intégrée*, Ed. Pedone, coll. Mer, 2015, 421p., pp. 391-400.
- « La gratuité et le droit de l’Union européenne », Actes du colloque de la gratuité comme fondement de l’action administrative, organisé par le Centre de recherche administrative (UBO-Brest) et publiés dans la Revue générale des collectivités territoriales, oct. 2016, n° 59, pp. 105-113
- « L’appel d’offres éolien en mer à l’épreuve des règles européennes de concurrence », communication au colloque de Brest (octobre **2012**) publiée dans *Les énergies marines renouvelables, enjeux juridiques et socio-économiques*, Pedone, 2013, pp. 93-107.
- « Responsabilité portuaire », communication au colloque de Brest (octobre **2008**) publiée dans Cudennec A. (dir.), *Mer et Responsabilité*, Pedone, 2009, 217 p, pp. 109-119.
- « Les fondements juridiques d’une politique maritime européenne », communication au colloque de Brest (octobre **2006**) publiée dans l’ouvrage *L’Union européenne et la mer – Vers une politique maritime de l’Union européenne*, Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (dir.), Pedone, 2007, 437 p., pp. 21-35.
- « L’accès aux infrastructures et services portuaires dans l’Union européenne », communication au colloque de Bordeaux (octobre **2004**) publiée dans GRARD L. (dir.) *L’Europe des transports*, La Documentation française, collection Travaux de la CEDECE, 2005, 857 p., pp. 359-376.
- « Le juge communautaire et l’application des règles de concurrence aux ports maritimes », communication au colloque de Brest (mai **2002**) publiée dans Cudennec A. et Guéguen-Hallouët G. (Dir.), *Le juge communautaire et la mer*, Bruylant, coll. Etudes européennes, 2003, 188 p., pp. 23-38.

◇ **Communications non publiées : (7)**

- « Analyse juridique des responsabilités induites par l'accueil des navires en difficultés », communication présentée lors de la Conférence régionale Atlantique organisée par la poréfecture maritime de l'Atlantique le 8 juin **2016** à La Rochelle
- "Offshore Renewable Energy - The need for maritime spatial planning in France", communication présentée lors du Marine and Coastal Policy Forum, Plymouth 18-20th June **2014**.
- « D'une liberté économique à une liberté politique, l'évolution de la libre circulation des personnes en Europe », communication lors du Séminaire international organisé à la faculté de droit et de sciences économiques de Brest le 14 mai **1996** : « Perceptions juridiques croisées – Amérique du Nord – Union européenne – France »
- « La régulation contentieuse des conflits d'usage de la bande côtière générées par les activités portuaires », Communication dans le cadre de Préliminaires juridiques (*Réflexions juridiques autour de la spécificité de bande côtière* à l'Atelier international *Régulation de l'accès aux ressources marines vivantes dans la zone côtière : expériences internationales et perspectives pour la Bretagne*, janvier **2006**.
- « Enjeux juridiques de la gestion des ports de plaisance », conférence à l'invitation de la Commission « ports de plaisance » du pôle de compétitivité Mer- Bretagne, Lorient le 2 juin **2009**.
- « Le cadre juridique des Energies Marines Renouvelables », Conférence devant l'Association des anciens élèves de l'école polytechnique X Mer, CCI Brest, Septembre **2011**.
- « Offshore Renewable Energy in French law - The need for an integrated spatial maritime planning », Marine and Coastal Policy Forum, Plymouth 18-20th June **2014**

◇ **Articles : (12)**

- « A comparative analysis of Offshore Renewable Energy law between France and the United Kingdom, Revue Ocean Year Book, Chicago, mars **2016**.
- "Les énergies marines renouvelables en droit français: principaux enjeux juridiques", In: OLIVEIRA, Carina Costa de. (Organizadora). Meio ambiente marinho e direito: exploração e investigação na zona costeira, na plataforma continental e nos fundos marinhos. Curitiba, Juruá, **2015**, p. 237-253.
- « Le rôle croissant du secteur privé dans l'activité et la gestion des ports », Revue Questions internationales, la Documentation française, n° 70, octobre **2014**, pp. 65-77.
- « Les ports maritimes français à l'épreuve du droit européen entre l'intérêt général et le marché », Annuaire de droit maritime et océanique (ADMO), tome XXXI, **2013**, pp. 475-494.
- « L'appel d'offres « éolien en mer », Quelques réflexions à propos d'un nouvel avatar juridique « (avec Boillet N.), JCP. A, n°40, 8 octobre **2012**, étude n°2320.
- « L'évolution de la gouvernance dans les ports français, italiens et espagnols : Unité et diversité », ADMO, **2012**, tome XXX, pp. 153-166.
- « Haro sur le Yalta havrais de la manutention : une nouvelle contribution au processus de diffusion des préoccupations concurrentielles aux activités portuaires », Revue de droit des transports, sept. **2010**, pp. 18-21.
- « Les ports de plaisance entre l'intérêt général et le marché », Revue de droit des transports, déc. **2009**, pp. 9-13.

- « Vers une politique maritime européenne : A propos du Livre bleu sur un politique maritime européenne », D.M.F., Mars **2008**, pp. 216-220.
- « Le pilotage portuaire », rédaction du fascicule de l'encyclopédie Dalloz, avec le professeur N Dende, Répertoire commercial Dalloz, juin **2002**.
- « Les activités portuaires au regard des règles communautaires de concurrence », Revue "Espaces et ressources maritimes", n° 11, **1998**, p. 179-237.
- Chronique maritime de Droit européen de la mer, coauteur d'une chronique biannuelle d'actualité juridique maritime européenne : Revue de l'Union européenne (RUE), Février 2010, n° 535, pp. 120-127, Octobre/Novembre 2010, n° 542, pp. 605-613, Mai 2011 n° 548 pp. 33-342, Octobre-Novembre 2011, n° n° 552, pp. 603-610, Mai 2012, n° 558, pp.336-351, Octobre/Novembre 2012, n° 562, 617-627, Mai 2013, n° 568, pp. 297-312, Octobre/Novembre 2013, n° 572, pp. 558-573., Mai 2014 n° 578, pp. 305-323, Octobre/Novembre 2014, n°582, Mai 2015, n° 588, pp. 307-323, octobre/Novembre 2015, n° 592, pp. 577-590, Mai 2016, n° 598, pp. 308-319, décembre **2016**, n° 603, pp. 610-636, Mai **2017**, n° 608 pp. 307-320.

◇ **Notes de jurisprudence : (7 + jurisprudence annotée dans la chronique maritime)**

- « Admission sous condition d'un bail à construction sur le domaine public – Note sous CE (Ch. Réun.) 11 mai 2016 n° 390118, Le droit maritime français, n° 792, juin **2017**, p. 560-576.
- Notes sous les arrêts concernant l'énergie en mer ainsi que les activités portuaires et la libre prestation des transports maritimes dans le cadre de la Chronique maritime de Droit européen de la mer depuis 2010, ci-dessus évoquée.
- « Délégation de service public de desserte maritime et règles de concurrence, note sous Conseil de la concurrence décision n° 09-D-10 du 27 février **2009** », D.M.F. Mai 2009, pp. 430-438.
- « Les activités portuaires à l'épreuve des règles de concurrence – A propos de la décision du Conseil de la concurrence n° D-7-28 du 13 septembre **2007** », D.M.F., Mars 2008, pp. 280-290.
- « La sécurité, facteur déterminant de l'accès aux ouvrages portuaires », note sous Tribunal Administratif de Lille, 7 juin 2005, D.M.F., novembre **2005**, p. 935-945.
- Note sous CE Sect. Avis n° 192689 du 20 mai 1998, Compagnie générale des eaux, Revue Juridique de l'Ouest n° 3-**1999**, p. 303-314.
- Note sous deux arrêts de la CJCE (6e chambre) du 17 juillet 1997, aff. Jtes C-114/9 et C-115/95 (Texaco A/S et Middelfart Havn, Arthus Havn et autres et, entre Olieselskabet Danmark amba et Trafkministeriet, Fredericia Kommune et autres, rec. I p. 4263) et aff. C-242/95 (GT- Link A/S et De Danske Stratsbaner (DSB), rec. I p. 4449), Le droit maritime français (D.M.F.), n° 574, septembre 1997, p. 848 à 858.

◇ **Rapport de contrat de recherche**

- Les études d'impact en Bretagne, **1995**, 266 pages, publication du Conseil scientifique de l'environnement du Conseil Régional de Bretagne. Etude réalisée sous la direction de Monsieur Didier Le Morvan, professeur de droit public. Cadre : convention de recherche conclue entre le Conseil régional de Bretagne et le Centre de droit et d'économie de la Mer – UBO Brest, (opération n° 15048-95, programme 399).

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Encadrement de travaux de recherche

- Direction de thèses : 2 thèses soutenues - 2 thèses en cours
- Participation ou présidence de comités de thèse (4)
- Direction de mémoire de Master (60 depuis 2000)
- Organisation de séminaires de recherche dans le cadre du master droit des activités maritimes (10)

Animation de la recherche

- Organisation et publication de trois colloques internationaux à l'UBO et d'un symposium au Chili. :
- Participation aux comités scientifiques de colloques internationaux organisés par l'UMR AMURE (7), par l'Université de Nantes, de Rennes 1 et de Santiago du Chili

Contrats de recherche et expertise

- **2010-2013** : Participation au programme ANR Gecope qui avait pour objet « La gouvernance et les communautés portuaires en Europe ».
 - Responsabilité de contrats de recherche liant l'UMR AMURE :
 - **2013-2015** : Contrat ADEME-IUEM Projet ORCA
 - **2014** : Contrat agences des aires marines protégées
- Direction d'une étude sur la valorisation économique de la zone économique exclusive.

- **2013** : Contrat Nass et Wind

Direction d'un contrat de six mois liant l'UMR à la société de développement d'énergie en mer Nass et Wind Offshore. L'étude commandée portait sur le statut des éoliennes flottantes

- **Missions d'expertise pour l'Agence nationale de la recherche depuis 2015**
-

Implication dans la gouvernance du laboratoire de recherche et de l'établissement

- **Depuis 2012** : Responsable de l'un des trois axes de recherche de l'UMR AMURE (Axe A Développement et durabilité des activités maritimes).
- Depuis **2012** : Membre du bureau de l'UMR AMURE 6308 - Centre de droit et d'économie de la mer, instance de gestion du laboratoire.
- Depuis **2016** : Membre élu du Conseil scientifique de l'IUEM
- **2005-2007** : Membre du Conseil Scientifique de l'Université de l'Institut Universitaire Européen de la Mer
- **2002-2005** : Membre du Conseil Scientifique de l'Université de Brest

ACTIVITES PEDAGOGIQUES

ENSEIGNEMENTS (en gras les enseignements actuellement assurés)

- **Droit européen CM et TD*** :

Faculté de Droit, Economie, Gestion et AES et Institut d'Etudes judiciaires, Université de Brest

- ◇ **Droit du marché intérieur européen** (Licence 3 Droit)
- ◇ Droit européen et transformation de l'administration et de son droit (Master 2 Droit)
- ◇ Droit européen de la concurrence (Master 2 Montage et gestion de projets européens)

- ◇ **Droit de la concurrence** (IUT GEA 2^{ème} année)
- ◇ Contentieux de l'Union européenne (L3 Droit)
- ◇ **Droit de l'Union européenne** (L3 AES)
- ◇ Institutions européennes (L3 AES)
- ◇ Organisations européennes * (L1 Droit)
- ◇ Droit de l'Union européenne * (2 Droit)
- ◇ Contentieux de l'Union européenne* (L3 Droit)
- ◇ Procédures européennes (IEJ préparation Examen d'entrée à l'EDAGO)
- ◇ Droit européen (IEJ préparation Examen d'entrée à l'EDAGO)

- **Droit public interne (CM et TD*)**

IUT de Quimper département GEA, Faculté de Droit, Economie, Gestion et AES, Université de Brest et ENSTA, Brest

- ◇ Introduction au droit (1^{ère} année, DUT GEA, IUT Quimper)
- ◇ Droit administratif (2^{ème} année, DUT GEA, IUT Quimper)
- ◇ **Droit public économique** (M1 Droit)
- ◇ **Droit portuaire** (M2 DEAM)
- ◇ **Droit du domaine public maritime** (M2 DEAM)
- ◇ **Droit administratif des biens** (L3 AES)
- ◇ Droit constitutionnel* (L1 Droit)
- ◇ **Droit des énergies marines renouvelables** (Mastère EMR, ENSTA Brest)
- ◇ Droit international économique (Master 2 Commerce international IAE- Brest)

RESPONSABILITES PEDAGOGIQUES ET ADMINISTRATIVES

- ◇ Depuis 2014 : Co directrice du Master droit des activités maritimes
- ◇ Depuis mars 2016, **Membre élu du Conseil de la Formation et de la Vie Universitaire** de l'UBO et du Conseil académique restreint (CAC).
- ◇ Depuis le 1^{er} septembre 2014 : **Responsable du master 2 « Droit des espaces et des activités maritimes »**
- ◇ 2010-2013 : **Direction du département droit** responsable du niveau master
- ◇ 2010-2013 : **Membre de droit du Conseil de l'UFR Droit et Sciences économiques**
- ◇ 2002-2007 : Responsable du programme CREPUCQ - Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec programme de mobilité sortante vers les universités du Québec, UFR Droit et Sciences économiques
- ◇ 2002-2005 : Membre du Conseil de la documentation de l'Université de Brest
- ◇ Membre de la commission de spécialistes de l'UFR Droit et Sciences économiques de 2002 à 2008 et membre de 4 comités de sélection depuis 2010 (droit public et histoire du droit)
- ◇ Depuis 2001 : Participation à des jurys de validation des acquis et de l'expérience
- ◇ En 2007-2008 : Participation au jury de l'examen d'entrée à l'EDAGO (Ecole des Avocats du Grand Ouest)
- ◇ En 2010, 2011, 2012 et 2013 : Présidence et depuis 2001 membre de jury de licence et master à la Faculté de droit de Brest.